lagazettedescommunes.com

les représentants de cinq candidats devant les associations d'élus

• Par Julie Clair-Robelet

Les quatre questions envoyées par France urbaine, l'AMF et Ville & Banlieue aux représentants des cinq principaux candidats à l'élection présidentielle étaient très précises : elles concernaient leurs perspectives pour la politique de la ville, leurs priorités en matière de politiques de l'habitat et d'éducation et les leviers à mettre en œuvre pour favoriser l'insertion, l'emploi et l'innovation dans les quartiers prioritaires. En 30 minutes chacun, les représentants n'ont pas tous répondu précisément aux interrogations des élus, mais ont détaillé leur vision globale sur ce sujet peu abordé au cours de la campagne présidentielle. Verbatim.

Jean-Jacques Bridey (député du Val-de-Marne, En Marche) : « Un pacte de confiance doit être signé entre l'État et les collectivités »

« Il faut recentrer la politique de la ville sur les individus plutôt que sur les territoires. Elle doit être une politique contractuelle, entre l'État et les collectivités. Pour cela il faut un pacte de confiance, qui sera proposé dès le mois de septembre. Ce pacte doit permettre une certaine liberté, donner de la souplesse à la ville ou à l'intercommunalité. Il doit également faire l'objet d'un bilan annuel. »

« Au-delà de la réforme de la taxe d'habitation permettant de redonner du pouvoir d'achat à nos concitoyens, Emmanuel Macron propose une dotation de 10 milliards d'euros fléchés en direction des collectivités territoriales. Le but est de leur permettre de participer aux objectifs du plan de modernisation des administrations. En contrepartie, nous leur demanderons de diminuer à terme leurs charges de fonctionnement. Mais il y a eu assez de bouleversements institutionnels durant ce quinquennat et nous ne souhaitons pas en ajouter, donc nous ne toucherons pas à

la dotation globale de fonctionnement. »

« Nous donnerons la priorité à la construction de logements à loyers bas. Nous estimons que la baisse des crédits accordés à l'Anru a été une erreur et nous proposons de monter progressivement ces crédits à hauteur de 10 milliards d'euros, pour que tous les projets inscrits dans les quartiers prioritaires puissent être réalisés afin de rétablir une mixité sociale. »

Philippe Dallier (sénateur de Seine-Saint-Denis, Les Républicains) : « Les meilleurs fonctionnaires doivent être envoyés dans les quartiers difficiles »

« Il faut que la République fasse un effort important pour envoyer les meilleurs de nos fonctionnaires dans les quartiers difficiles. Cela passera par une politique incitative, dans les écoles, les commissariats et les tribunaux. L'objectif est que la République se renforce dans nos quartiers. Il faut regarder quelle est la bonne échelle de la gouvernance pour mettre en œuvre la politique de la ville. Cela demande de la flexibilité dans l'organisation et l'échelle de l'agglomération peut être une échelle pertinente. »

« François Fillon propose une baisse de 7,5 milliards d'euros sur cinq ans des dotations de l'État. Il faudra que, collectivement, les collectivités gèrent cette baisse, mais cela ne peut pas se faire sans garantir, au moins aux communes le plus en difficulté, qu'elles ne subiront pas de baisse des ressources. Il faudra donc reposer la question de la péréquation financière entre collectivités locales. En parallèle, le prochain gouvernement devra remettre sur la table la réforme de la DGF. »

« En matière de politique de peuplement et de logements, il faut regarder les choses de manière plus fine que le simple critères de logements sociaux sur un territoire. »

Daniel Goldberg (député de Seine-Saint-Denis, Parti socialiste) : « La politique de la ville ne doit pas être uniquement celle des quartiers sensibles »

« Nous devons avoir une vision plus large de la politique de la ville,

pour qu'elle ne soit pas uniquement celle des quartiers dits défavorisés ou sensibles, car les difficultés et les fractures territoriales qui pèsent sur ces quartiers pèsent sur le développement de l'ensemble de l'aire urbaine. Nous n'allons pas proposer une nouvelle loi sur le logement ou sur la ville, car il faut prendre le temps de digérer ce qui a été fait. »

« Nous allons poursuivre la réforme des valeurs locatives et proposer une loi de programmation fiscale 2018-2023 pour permettre aux communes et intercommunalités de voir loin dans le cadre de leur programme local de l'habitat. Sur les questions d'habitat, il est nécessaire de définir plus précisément le positionnement de l'État, dans un rôle d'incitateur, et les responsabilités des collectivités et des communes, afin d'avoir un débat sain sur ce que doit être un projet de ville. »

« On ne peut demander à un maire de construire des logements, si la construction d'équipements liés à l'accueil des nouveaux habitants n'est pas possible financièrement. Nous préconisons une forme de bonification pour les élus qui s'engagent dans ce sens. Mais il faut aussi que l'État soit en capacité de tenir un discours ferme sur la nécessité de construire beaucoup de logements au cours des prochaines années. »

Jeannick Le Lagadec (adjointe au maire de Champigny-sur-Marne, La France insoumise) : « La commune doit rester maître de son destin »

« La France insoumise réaffirme le rôle fondamental de la commune, qui doit rester maître de son destin. Nous refusons la métropolisation. Il faut abroger ces nouvelles féodalités, ces monstres antidémocratiques qui éloignent les citoyens du pouvoir et refonder les libertés communales. Il faut continuer le travail de réparation des quartiers populaires et proposer une réponse globale, avec des moyens financiers investis à réelle hauteur des besoins et une obligation d'évaluation et de résultats pour chaque dispositifs. »

« Nous proposons de réformer l'Agence nationale pour la rénovation urbaine pour qu'elle soit financée par l'État et que les

projets de renouvellement urbain promeuvent les réhabilitations écologiques plutôt que des démolitions. Il faut garantir le droit au logement en développant le logement public et social de qualité et faire cesser la spéculation. Pour cela, il faut notamment punir plus sévèrement les maires qui ne respectent pas leurs obligations. »

« En matière d'éducation, il faut favoriser les petits effectifs dans les classes. Nous proposons de reconstruire des filières d'enseignement professionnel publiques, de rétablir le bac professionnel en 4 ans et de refonder la voie technologique pour offrir une palette diversifiée de spécialisation de haut niveau. »

Mikaël Sala (secrétaire départemental du FN 95, Front national) – « Il faut remettre en route la machine à assimiler »

« Marine Le Pen entend conduire la révolution de la proximité. Le millefeuille administratif sera considérablement simplifié : la première des réformes concernera la révision constitutionnelle pour revenir à trois échelons administratifs : l'État, le département et la commune. Les élus verront leurs prérogatives étendues et leur rémunération portée à la juste valeur du travail qu'ils font pour les Français au quotidien. »

« La politique de la ville devrait être rebaptisée politique de la banlieue, c'est-à-dire de la mise au ban. Malgré 100 milliards d'euros engloutis ces 30 dernières années dans cette politique, elle a été une manière totalement illusoire d'acheter la paix sociale à coups de subventions. Elle a produit le monstre auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, fait de violences urbaines, de trafics d'armes et de drogue et de fondamentalisme religieux. Il faut remettre en route la machine à assimiler, transmettre le roman national dans les écoles et instaurer une priorité nationale dans le cadre de l'accès à l'emploi et au logement. »

« Marine Le Pen souhaite que la France retrouve un équilibre dans l'aménagement de son territoire, contre la métropolisation. Nous avons une culture de la consultation, donc, une fois au pouvoir, nous consulterons les élus pour voir ce qui est à modifier dans l'Anru, garder ce qui a été bien fait et modifier le reste. »